



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



INVESTISSEMENT



Les agences franco-phones misent sur le dialogue public-privé pour renforcer l'attractivité économique P.4

PROMAI

Des outils de gestion renforcés pour la mécanisation et l'irrigation P.2



CEDEAO

50 ans de solidarité et de progrès célébrés à Lomé

Page 3

A Lomé, le lancement du Village CEDEAO marque le début des célébrations du cinquantenaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Entre hommage aux pères fondateurs et projection vers la Vision 2050, le Togo réaffirme son rôle central dans l'intégration régionale. Le 11 avril 2026, sur l'espla-

nade du Palais des Congrès, Mme Dédé Émilie Gray, représentante résidente de la Commission de la CEDEAO au Togo, a ouvert les festivités en transmettant les salutations du Président de la Commission, Dr Omar Aliou Touray. Elle a rappelé que le Village CEDEAO incarne la volonté de rapprocher l'organisation des citoyens et de renforcer l'appropriation du projet communautaire. Mme Gray a

salué la vision des quinze États qui, le 28 mai 1975, ont choisi de bâtir une Afrique de l'Ouest unie. Elle a dressé le bilan à savoir libre circulation et commerce intrarégional consolidés ; infrastructures structurantes et avancées dans l'énergie et le numérique ; et capital humain renforcé. Elle a toutefois reconnu les défis persistants : insécurité, changement climatique, inégalités économiques et...



FIBREZ SANS FRAIS

PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ

*Postérieur du premier forfait mensuel à la souscription

8866

www.canalbox.tg

ProMAI

Des outils de gestion renforcés pour la mécanisation et l'irrigation

Les 1ers et 2 avril 2026, le Projet d'appui à la mécanisation agricole et à l'irrigation (ProMAI) a organisé un atelier consacré à la validation de ses manuels de procédures. L'objectif de cette rencontre est de doter le projet d'outils fiables et harmonisés pour une mise en œuvre efficace et conforme aux exigences des partenaires.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux interventions. En premier lieu, le Coordonnateur du ProMAI, Monsieur BEGUEM Nibénène a souhaité la bienvenue aux participants avant d'aborder le caractère déterminant de cet atelier pour la réussite du projet.

A l'ouverture des travaux de cet atelier, Monsieur ESSIOMLE Komi, représentant du Secrétaire général chargé de l'Agriculture a remercié, au nom du ministre tous les participants pour leur forte

mobilisation. Il a renchéri que leur présence témoigne de l'intérêt accordé au développement du secteur agricole, notamment aux sous-secteurs de la mécanisation et de l'irrigation.

Le représentant du Secrétaire général a également rappelé le contexte, les objectifs et les résultats attendus du projet, avant d'inviter les participants à des échanges constructifs en vue de produire des outils pertinents et opérationnels. Pendant deux jours, les participants ont examiné en



profondeur les manuels de suivi-évaluation ainsi que les procédures administratives, financières, comptables et de passation des marchés. Ces documents visent à encadrer de manière rigoureuse la gestion et la mise en œuvre des activités du projet.

Les travaux ont notamment permis de vérifier la conformité du dispositif de suivi-évaluation aux exigences institutionnelles et des partenaires,

ainsi que la cohérence des outils avec les objectifs et les résultats attendus. Les principales composantes du dispositif, notamment les indicateurs, les outils de collecte de données, les mécanismes de reporting et la répartition des responsabilités ont également faits l'objet de validation.

Les échanges et apports ont par ailleurs contribué à clarifier les rôles des différentes parties prenantes, dans une

perspective de mise en œuvre plus efficace, coordonnée et transparente.

À l'issue des travaux en commission, deux recommandations phares ont été formulées :

- définir, en collaboration avec le ministère chargé de la Planification, un cadre de révision du dispositif de résultats afin d'en assurer une meilleure cohérence avec les objectifs du projet ;
- associer le ministère de la Planification du développement ainsi que le ministère de l'Économie et de la Veille stratégique au CNP.

Avec la validation de ces manuels, le ProMAI franchit une étape importante dans le renforcement de ses outils de gestion, posant ainsi les bases d'une exécution plus rigoureuse et orientée vers les résultats.

Inclusion financière au Togo

La monnaie électronique change le quotidien des populations

La monnaie électronique s'impose au Togo comme l'un des principaux vecteurs de transformation de l'économie et de la société en général. Portée par l'innovation technologique et l'expansion des services financiers, son adoption croissante modifie en profondeur les habitudes de paiement et d'échange, tout en ouvrant de nouvelles perspectives.

Bernard AFAWOUBO

Longtemps dominées par les transactions en espèces, les pratiques financières connaissent désormais une mutation notable. Les paiements via téléphone mobile, les transferts d'argent instantanés et les services numériques associés se démocratisent, facilitant la vie quotidienne des citoyens, qu'ils vivent en milieu urbain ou rural.

Une accessibilité renforcée aux

services financiers

L'un des principaux atouts de la monnaie électronique réside dans sa capacité à rapprocher les services financiers des populations. Grâce à un simple téléphone portable, il devient possible d'effectuer des transactions, de recevoir de l'argent ou de régler des factures sans avoir à se déplacer vers une agence bancaire.

Cette accessibilité constitue une avancée majeure, notamment pour les personnes auparavant

exclus du système financier classique. Les petits commerçants, les artisans, les agriculteurs ou encore les travailleurs du secteur informel peuvent désormais intégrer des circuits financiers plus sécurisés et plus efficaces.

Au Togo, entre 2023 et 2024, le nombre de comptes actifs a augmenté de 76,87 %, soit l'un des taux les plus élevés de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa).

Il s'agit d'une performance qui place le pays devant le Niger et la Guinée-Bissau. Au niveau de l'Uemoa, le nombre de comptes actifs a atteint 76,8 millions en 2024, en progression de 11,6 % sur une année.

Un gain de temps et de sécurité

L'utilisation de la monnaie électronique réduit considérablement les contraintes liées aux déplacements et aux files d'attente. Les opérations s'effectuent rapidement, à tout moment, offrant une flexibilité appréciable dans un contexte où le temps constitue une ressource précieuse.

Par ailleurs, la dématérialisation des transactions contribue à renforcer la sécurité. En limitant la manipulation d'espèces, elle réduit les risques de perte, de vol ou de fraude. Les utilisateurs bénéficient ainsi d'un environnement financier plus sécurisé et mieux tracé.

Au-delà de ses avantages pratiques, la monnaie électronique agit comme un moteur de dynamisation économique. Elle fluidifie les échanges commerciaux et favorise la circulation de la richesse. Les petites et moyennes activités, en particulier, tirent profit de cette évolution. La possibilité de recevoir des paiements électroniques élargit leur clientèle et améliore la ges-

tion de leur trésorerie. De plus, les historiques de transactions peuvent servir de base pour accéder à des financements, renforçant ainsi les capacités d'investissement.

L'adoption croissante de la monnaie électronique participe également à la construction d'une société plus connectée. Elle accompagne le développement de services numériques dans divers domaines, tels que le commerce, les transports ou les services publics.

Cette évolution favorise une plus grande inclusion, en réduisant les barrières d'accès aux services financiers et en intégrant progressivement l'ensemble des couches de la population dans une économie modernisée. Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI), par exemple, revendique plus de 117 milliards de francs CFA de crédits accordés à 1,9 million de bénéficiaires depuis 2014, avec des procédures intégrant, par endroits, des solutions électroniques.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan
derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO

91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES

Tirage: 3000

CEDEAO

50 ans de solidarité et de progrès célébrés à Lomé

À Lomé, le lancement du Village CEDEAO marque le début des célébrations du cinquantenaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Entre hommage aux pères fondateurs et projection vers la Vision 2050, le Togo réaffirme son rôle central dans l'intégration régionale.

Bernard AFAWOUBO

Le 11 avril 2026, sur l'esplanade du Palais des Congrès, Mme Dédé Émilie Gray, représentante résidente de la Commission de la CEDEAO au Togo, a ouvert les festivités en transmettant les salutations du Président de la Commission, Dr Omar Alieu Touray. Elle a rappelé que le Village CEDEAO incarne la volonté de rapprocher l'organisation des citoyens et de renforcer l'appropriation du projet communautaire. Mme Gray a salué la vision des quinze États qui, le 28 mai 1975, ont choisi de bâtir une Afrique de

l'Ouest unie. Elle a dressé le bilan à savoir libre circulation et commerce intrarégional consolidés ; infrastructures structurantes et avancées dans l'énergie et le numérique ; et capital humain renforcé. Elle a toutefois reconnu les défis persistants : insécurité, changement climatique, inégalités économiques et gouvernance. La Vision 2050 vise désormais une CEDEAO des peuples, plus inclusive et résiliente.

Le Togo, acteur clé de l'intégration

Le ministre des Finances et du Budget, Essowè



Georges Barcola, parrain de l'événement, a rendu hommage au général Gnassingbé Eyadema et au général Yakubu Gowon, pères fondateurs de la CEDEAO. Il a rappelé les propos visionnaires du Président Faure Gnassingbé : lever les dernières barrières à la mobilité, responsabiliser la jeunesse, miser sur l'agriculture et l'industrialisation.

Barcola a souligné que la CEDEAO est devenue en

50 ans « un moteur de stabilité et de prospérité », tout en pointant les défis : entraves à la libre circulation, disparités de développement, déficit infrastructurel. Pour lui, le Village CEDEAO s'inscrit pleinement dans la Vision 2050, qui place le citoyen au cœur de l'intégration. Le choix de Lomé pour abriter l'apothéose du jubilé d'or en mai 2026 traduit la place singulière du Togo dans l'histoire de la

CEDEAO. Membre fondateur, le pays a toujours porté l'ambition d'une Afrique de l'Ouest solidaire et intégrée.

Ce cinquantenaire est à la fois une célébration et une réflexion. Il rappelle le chemin parcouru et engage les États membres à construire une CEDEAO plus compétitive, plus attractive et résolument tournée vers les peuples.

Ghana

Le gouvernement va suspendre certaines taxes sur les carburants pour contenir la flambée

Le Ghana se prépare à intervenir sur la fiscalité des carburants, afin d'atténuer l'impact de la flambée des prix à la pompe, provoquée par la crise au Moyen-Orient. Le gouvernement a annoncé une réduction temporaire de certaines taxes et redevances appliquées, tout au long de la chaîne d'approvisionnement, une mesure d'urgence destinée à soulager les ménages et les entreprises. La décision intervient alors que les prix du carburant connaissent une forte hausse dans le pays, largement tributaire des importations pour son approvisionnement énergétique.

Selon le porte-parole du gouvernement cité par Reuters, Felix Kwakye Ofori, les autorités ont décidé de supprimer certains prélèvements appliqués par les distributeurs et détaillants. Les mesures devraient entrer en vigueur d'ici environ une semaine, après une phase de consultation avec les acteurs du secteur afin de déterminer précisément les taxes concernées. Le plan

prévoit une suspension initiale de quatre semaines, au terme desquelles la situation sera réévaluée en fonction de l'évolution du marché pétrolier international.

Cette décision fait suite à une hausse notable des prix des carburants lors de la dernière période de fixation des prix. L'Autorité nationale du pétrole a relevé les prix planchers obligatoires entre le



1er et le 15 avril, entraînant une augmentation d'environ 15% pour l'essence, à 13,3 cedis par litre, et 19% pour le diesel, à 17,1 cedis par litre.

Comme de nombreux États africains, le Ghana reste fortement exposé aux fluctua-

tions du marché international de l'énergie. Le pays importe environ 70% de ses carburants raffinés, ce qui le rend particulièrement vulnérable aux chocs géopolitiques. La récente flambée des prix est largement attribuée aux tensions croissantes entre l'Iran,

Israël et les États-Unis, qui perturbent les flux pétroliers mondiaux. Les perturbations dans le détroit d'Ormuz, couloir stratégique pour le transport du pétrole brut, ont notamment ravivé les craintes d'une réduction de l'offre mondiale.

Investissement

Les agences francophones misent sur le dialogue public-privé pour renforcer l'attractivité économique

Dans un contexte mondial marqué par une concurrence accrue pour capter les capitaux internationaux et par des mutations économiques rapides, les agences d'investissement cherchent à renforcer leur rôle d'interface entre les gouvernements et le secteur privé. Réunis à Abidjan, la capitale économique ivoirienne, à l'occasion de la 8^e conférence annuelle du Réseau international des agences francophones de promotion des investissements (RIAFPI), les 10 et 11 avril, les responsables des agences de promotion des investissements ont placé au cœur de leurs échanges, le renforcement du dialogue entre les secteurs public et privé, considéré comme un levier stratégique pour améliorer l'environnement des affaires et attirer davantage d'investissements.

Dans cette optique, le RIAFPI a organisé un atelier de renforcement des capacités destiné aux cadres des agences membres, consacré à la structuration et au pilotage du dialogue public-privé (DPP). L'objectif est d'aider les agences à mettre en place des mécanismes de concertation plus efficaces afin d'améliorer durablement le climat des affaires. Le thème retenu pour cette session de formation, "Structuration et pilotage stratégique du dialogue public-privé : un levier d'attractivité pour les agences de promotion des investissements", souligne l'importance croissante de cette approche dans les politiques d'attraction des investissements.

Selon les organisateurs, un dialogue public-privé structuré, inclusif et orienté vers l'action constitue aujourd'hui un facteur clé de compétitivité des économies et d'attractivité des

territoires. Les travaux visent notamment à permettre aux participants de mieux comprendre les fondements et les enjeux du dialogue public-privé dans les écosystèmes d'investissement ; d'identifier les mécanismes de gouvernance efficaces ; de renforcer le rôle des agences comme interface stratégique entre les pouvoirs publics et les investisseurs ; de s'approprier les référentiels internationaux d'évaluation du climat des affaires, tels que Business Ready, l'Indice Mo Ibrahim ou encore les standards de Forum économique mondial de Davos. Au terme de l'atelier, chaque pays participant devrait disposer d'une feuille de route nationale visant à améliorer les mécanismes de dialogue public-privé, tandis qu'un réseau d'échanges de bonnes pratiques sera mis en place entre les agences membres.

Dix ans de coopération entre

agences d'investissement

La conférence d'Abidjan revêt une portée particulière puisqu'elle marque le 10^e anniversaire du RIAFPI, créé en 2014 pour renforcer la coopération entre les agences de promotion des investissements de l'espace francophone. Dans son discours d'ouverture, le président du réseau a rappelé que cette initiative répondait à la nécessité de structurer une réponse collective face aux défis de compétitivité, de visibilité et de performance économique des pays membres. Il a également salué l'engagement de la Côte d'Ivoire dans la promotion de l'investissement, remerciant le président Alassane Ouattara pour son soutien constant à l'attractivité économique du pays et l'implication du CEPICI, le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire, dans l'organisation de la rencontre.



Vers un rôle d'influence économique

À l'avenir, le RIAFPI ambitionne de franchir un nouveau cap en devenant un véritable instrument d'influence économique dans l'espace francophone. Cette stratégie repose sur quatre axes majeurs. Il s'agit de renforcer le positionnement du réseau comme plateforme de référence pour l'investissement francophone ; d'intensifier la coopération opérationnelle entre agences ; de développer des mécanismes innovants de sécurisation des investissements, notamment à travers des fonds de garantie mutualisés ; et d'investir dans le capital humain grâce à la création d'une académie d'excellence du RIAFPI, destinée à former les professionnels de la promotion de l'investissement.

Dans un environnement in-

ternational marqué par les tensions géopolitiques, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les pressions inflationnistes, les pays francophones sont appelés à renforcer leur coopération et à développer des stratégies d'attraction des investissements plus coordonnées.

Pour les agences membres du RIAFPI, l'enjeu est de faciliter les parcours des investisseurs, améliorer l'accès au financement et accélérer la mise en œuvre de projets structurants, notamment dans les infrastructures, l'énergie et l'industrialisation. La conférence met également en lumière le rôle stratégique des investissements dans le développement des chaînes de valeur agroalimentaires, considérées comme un levier majeur de souveraineté alimentaire et de stabilité économique pour les pays francophones.

Plan PURS 2026-2027

Une réponse structurée aux crises migratoires au Togo

(TOGODAILYNEWS) – Face aux crises sécuritaires régionales et aux déplacements forcés, le Togo s'affirme comme un acteur engagé dans la protection des réfugiés. Avec le Plan de réponse conjoint 2026-2027, doté de 18 milliards FCFA, le pays place la dignité humaine et la cohésion sociale au cœur de son action.

Le Togo accueille aujourd'hui 58 945 réfugiés et demandeurs d'asile issus de 28 nationalités. Mais l'impact est bien plus large : près de 1,3 million de personnes sont affectées par les mouvements de populations, entre déplacés internes, communautés hôtes et ménages vulnérables. Le Plan PURS s'articule autour de trois priorités : protéger, assister et renforcer la résilience.

Le premier pilier vise à offrir un accès renforcé aux services de protection pour 151 000 personnes, avec une attention particulière à l'enfance et à la prévention des violences basées sur le genre. La dignité humaine est au centre de ce dispositif. Le second axe cible plus de 430 000 personnes, dont 134 000 en insécurité alimentaire et 47 000 nécessitant un appui en abris. Ces interventions prolongent les



actions déjà menées, comme l'opération conjointe ANPC-Unicef en octobre 2025 qui a permis d'aider 1 190 ménages (5 796 bénéficiaires). Le troisième pilier dépasse l'urgence immédiate. Il prévoit le renforcement des systèmes locaux de santé et

d'éducation, ainsi que l'appui aux moyens de subsistance des populations déplacées et des communautés hôtes. Le HCR a salué les initiatives togolaises, notamment le Dialogue de Lomé lancé en mars 2024. Le 4 juillet 2025, le Togo a signé une déclara-

tion commune sur la sécurité et la protection des réfugiés avec le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Ghana, affirmant une volonté partagée de gérer les flux migratoires en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Au cœur du Plan PURS, chaque action – protection des enfants, assistance alimentaire, renforcement des services sociaux – traduit une conviction forte : aucune vie ne doit être laissée pour compte. Le Togo démontre qu'assurer la sécurité, répondre aux besoins essentiels et offrir des perspectives durables, c'est bâtir une société plus résiliente et solidaire.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 10 avril 2026

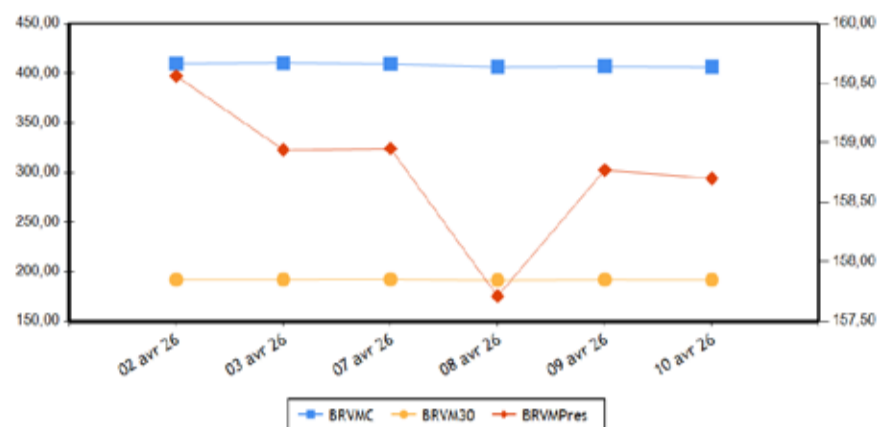
N° 68

BRVM COMPOSITE	406,38
Variation Jour	-0,14 %
Variation annuelle	17,54 %

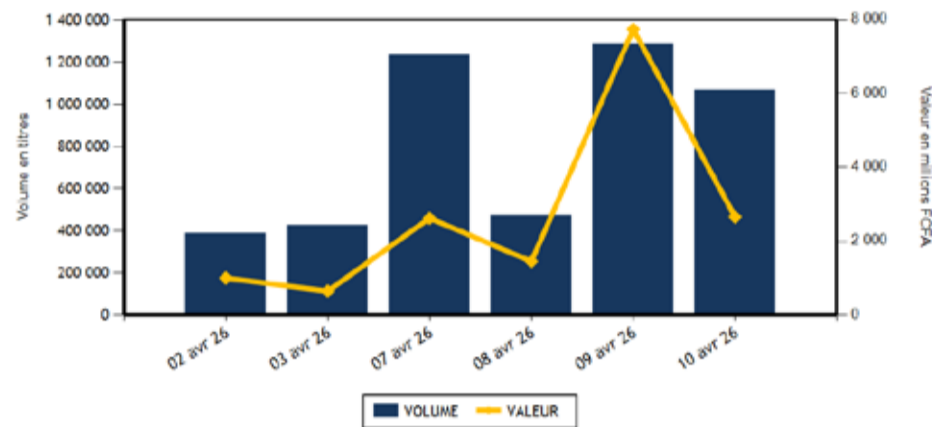
BRVM 30	191,68
Variation Jour	-0,14 %
Variation annuelle	15,30 %

BRVM PRESTIGE	158,70
Variation Jour	-0,04 %
Variation annuelle	10,02 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 668 243 221 673	-0,14 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 010 740	83,80 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 176 560 317	153,07 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	20	5,26 %
Nombre de titres en baisse	19	-17,39 %
Nombre de titres inchangés	8	60,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 932 031 870 857	-0,04 %
Volume échangé	54 427	-92,56 %
Valeur transigée (FCFA)	476 176 300	-93,08 %
Nombre de titres transigés	5	-16,67 %
Nombre de titres en hausse		-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	4	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	7 435	6,21 %	124,96 %
SICABLE CI (CABC)	4 340	5,98 %	83,90 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 800	3,70 %	19,91 %
SAPH CI (SPHC)	7 445	2,48 %	-5,76 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	5 050	2,02 %	30,32 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	2 025	-4,71 %	91,04 %
SETAO CI (STAC)	3 450	-4,30 %	160,38 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 640	-3,24 %	14,69 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	3 155	-2,92 %	26,20 %
CIE CI (CIEC)	3 195	-1,54 %	35,38 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	158,70	-0,04 %	10,02 %	126 900	1 671 361 625	11,93
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	283,64	-0,19 %	30,32 %	883 840	505 198 692	17,27

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	156,49	-0,14 %	17,54 %	1 010 740	2 176 560 317	13,81

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	102,65	-0,27 %	8,17 %	60 012	1 414 889 805	9,94
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	196,29	-1,34 %	13,45 %	9 182	19 060 320	68,90
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	177,88	0,06 %	21,95 %	798 498	323 020 522	12,00
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	265,40	-0,16 %	22,82 %	41 573	131 063 665	13,07
BRVM - INDUSTRIELS	6	211,55	-0,10 %	59,87 %	32 198	91 251 035	18,51
BRVM - ENERGIE	4	143,01	0,46 %	28,94 %	67 636	191 316 785	18,51
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	140,26	-0,95 %	32,45 %	1 641	5 958 185	17,38

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,81
Taux de rendement moyen du marché	6,47
Taux de rentabilité moyen du marché	7,63
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	191
Volume moyen annuel par séance	2 016 667,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 086 691 960,30

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	21,73
Ratio moyen de satisfaction	54,93
Ratio moyen de tendance	252,81
Ratio moyen de couverture	39,56
Taux de rotation moyen du marché	0,09
Prime de risque du marché	1,49
Nombre de SGI participantes	35

Côte d'Ivoire

Le président Abdoulaye Diop présente au président Alassane Ouattara un rapport sur la dynamique économique de l'UEMOA

(CROISSANCE AFRIQUE)-En Côte d'Ivoire, le président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Abdoulaye Diop, a été reçu en audience le jeudi 9 avril 2026 à Abidjan par le Chef de l'État, Alassane Ouattara.

Cette rencontre, empreinte d'une atmosphère de collaboration et d'engagement, a été l'occasion pour le responsable communautaire de présenter un état d'avancement détaillé des réformes en cours ainsi que de la dynamique économique actuelle de l'Union.

Au Menu: des échanges fructueux et chaleureux

À l'issue de ces échanges fructueux, Abdoulaye Diop a souligné avoir fourni au président ivoirien, qui occupe également le poste de président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UEMOA, un point détaillé sur la situation économique et institutionnelle de l'espace communautaire en ce début d'année 2026.

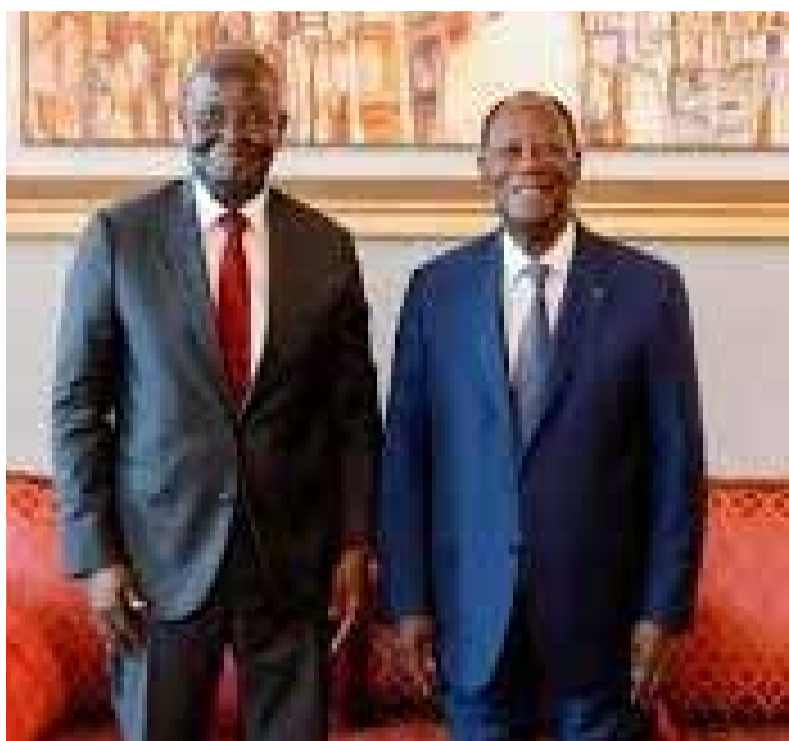
Les discussions ont également abordé des enjeux institutionnels cruciaux, notamment ceux liés au fonctionnement de l'organisation, alors que la région fait face à un environnement économique et géopolitique en constante mutation. Ce contexte dynamique soulève des défis importants, mais aussi des opportunités pour renforcer l'intégration régionale et promouvoir un développement durable au sein des États membres. Les deux leaders ont ainsi échangé des idées sur les stratégies à adopter pour naviguer dans ces eaux incertaines, tout en mettant l'accent sur l'importance de la coopération et de la solidarité entre les nations ouest-africaines.

Selon le président de la

Commission, les indicateurs macroéconomiques de l'Union demeurent globalement bien orientés, portés par une croissance jugée robuste dans l'ensemble des économies de la zone. Cette dynamique positive s'inscrit dans un contexte international marqué par de nombreuses incertitudes, telles que les fluctuations des marchés mondiaux, les tensions géopolitiques et les défis environnementaux.

Malgré ces obstacles, la performance de l'espace UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine) traduit une certaine résilience des économies ouest-africaines, qui continuent de montrer leur capacité à s'adapter et à innover face aux défis contemporains. Le président de la Commission de l'UEMOA a également exprimé sa reconnaissance au chef de l'État ivoirien, Alassane Ouattara, pour son engagement constant en faveur de l'intégration régionale et de l'amélioration des conditions de vie des populations de l'espace communautaire. Ce soutien indéfectible est essentiel pour renforcer la coopération entre les États membres et promouvoir des initiatives qui favorisent le développement durable et inclusif.

Les deux responsables ont enfin évoqué les perspectives économiques de l'Union, dans un contexte où les économies africaines doivent composer avec les mutations rapides de l'économie mondiale, notamment la digitalisation, l'essor des technologies vertes et les nouvelles normes commerciales.



Consolidation des acquis de l'intégration économique régionale de l'Union

À cet égard, Alassane Ouattara a formulé plusieurs orientations stratégiques visant à consolider les acquis de l'intégration économique régionale et à renforcer la coordination des politiques économiques entre les États membres. Ces orientations incluent la promotion des investissements dans les infrastructures, le soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat local, ainsi que le développement de programmes de formation pour renforcer les compétences des travailleurs. En mettant l'accent sur ces priorités, l'Union aspire à créer un environnement propice à la croissance économique durable et à l'amélioration des conditions de vie de ses citoyens, tout en s'assurant que chaque pays membre bénéficie équitablement des fruits de cette intégration.

Une croissance économique en hausse de 6,7% en 2025

En 2025, les États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) ont enregistré un taux de croissance impres-

sionnant de 6,7%, marquant une légère augmentation par rapport au taux de 6,2% observé en 2024. Ce chiffre témoigne de la solidité et de la résilience de la dynamique économique au sein de cet espace communautaire, qui regroupe plusieurs pays de la région ouest-africaine. Selon le rapport annuel 2025, méticuleusement élaboré et présenté par la Commission de l'UEMOA, cette progression notable de l'activité économique est le résultat d'un dynamisme soutenu dans l'ensemble des secteurs productifs. En particulier, l'agriculture a joué un rôle crucial, avec des récoltes abondantes et une amélioration des techniques agricoles qui ont permis d'augmenter la productivité. De plus, le secteur des services, notamment le tourisme et les technologies de l'information, a connu une expansion significative, attirant des investissements étrangers et stimulant la création d'emplois. Certaines branches industrielles, telles que la transformation alimentaire et le textile, ont également contribué à cette croissance, bénéficiant d'une demande accrue tant sur les marchés locaux qu'internationaux. Cette dynamique économique positive est un

indicateur encourageant pour l'avenir de la région, soulignant l'importance d'une coopération régionale renforcée et d'une intégration économique plus poussée entre les États membres.

Inflation : 0% en 2025

Cette croissance s'est accompagnée d'une inflation particulièrement maîtrisée, un facteur essentiel pour la stabilité économique. Le taux d'inflation moyen annuel s'est établi à un remarquable 0% en 2025, contrastant fortement avec le 3,5% enregistré l'année précédente. Cette stabilité des prix a été largement attribuée à la bonne performance des productions agricoles dans la région, qui a permis de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande. Sur le plan des finances publiques, les indicateurs affichent également une amélioration significative.

Aussi, le déficit budgétaire global s'est réduit à 3,7% du PIB, contre 5,3% en 2024, ce qui indique une gestion plus rigoureuse des finances publiques. Cette réduction du déficit traduit une progression des recettes publiques, alimentée par une meilleure collecte des impôts et une augmentation des revenus issus des ressources naturelles, plus rapide que celle des dépenses, permettant ainsi une plus grande marge de manœuvre pour les investissements dans les infrastructures et les services publics.

Notons que cette situation de la dette s'est également stabilisée, renforçant la confiance des investisseurs et des partenaires internationaux dans la capacité des États membres à gérer leurs engagements financiers tout en poursuivant leur développement économique.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Gouvernement

Communiqué du Gouvernement

Le Président du Conseil, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, a présidé à Lomé, les 7 et 8 avril 2026, les travaux du premier séminaire gouvernemental de l'année 2026.

En ouvrant les travaux, le Président du Conseil a rappelé la portée stratégique de ce séminaire, qu'il a qualifié de moment de vérité et d'exigence pour la performance de l'action gouvernementale. Il a invité, à cet effet, les membres du gouvernement à aborder ces travaux avec rigueur, lucidité et un sens aigu de la responsabilité vis-à-vis des populations, en soulignant que la finalité de cet exercice est de renforcer à terme la qualité de formulation des programmes gouvernementaux, avec comme corolaire une meilleure lisibilité des priorités publiques, une hiérarchisation rigoureuse des actions et une exécution plus efficace des projets.

Le Président du Conseil a relevé que si les résultats enregistrés au cours des dernières années témoignent de la pertinence des orientations retenues, ils appellent néanmoins à une élévation du niveau d'exigence dans la conception, la planification et le suivi des politiques publiques.

S'inscrivant dans la continuité des orientations définies lors de son adresse devant le Parlement le 2 décembre 2025, le Président du Conseil a réaffirmé que la prochaine Feuille de route gouvernementale 2026-2031 sera structurée autour de trois (3) axes stratégiques fondateurs, à savoir **Protéger, Rassembler et Transformer**.

Le séminaire a porté sur deux (2) points majeurs à savoir le bilan de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 et la définition des nouvelles orientations, en vue de la formulation des programmes de la nouvelle de la Feuille de route gouvernementale 2026-2031.

1/4

1. Bilan de la feuille de route gouvernementale 2020-2025

Les membres du gouvernement ont procédé à une revue méthodique et critique des résultats obtenus dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, structurée autour de trois (3) axes stratégiques majeurs, déclinés en quarante-deux (42) projets et réformes prioritaires, et dix (10) ambitions.

Mise en œuvre dans un contexte marqué par les bouleversements économiques et sociaux liés à l'irruption de la pandémie de la COVID-19, au déclenchement de la guerre en Ukraine, ainsi qu'à la menace sécuritaire dans la sous-région ouest africaine, cette feuille de route a enregistré un taux global d'exécution de 68, 79%, témoignant de la résilience du pays face à des chocs d'une ampleur exceptionnelle.

Le bilan présenté fait ressortir des avancées significatives dans plusieurs secteurs clés, notamment l'agriculture, l'énergie, les technologies, la santé, l'éducation et la modernisation de l'administration publique, ainsi qu'en matière d'amélioration du climat des affaires et d'attraction des investissements.

Tout en saluant ces acquis, le gouvernement a tiré les enseignements nécessaires pour améliorer la conception, la planification et le suivi des interventions futures. Il a été relevé que la sélectivité des priorités, la qualité des indicateurs de suivi, la coordination intersectorielle et la discipline dans l'exécution constituent des leviers déterminants pour accroître l'efficacité de l'action publique dans le cadre de la nouvelle feuille de route gouvernementale.

2. Nouvelle feuille de route gouvernementale 2026-2031

Les membres du gouvernement ont consacré une part importante de leurs travaux à l'analyse du contexte international et de ses répercussions sur les équilibres économiques nationaux.

Il a été rappelé que le Togo évolue, à l'instar des autres économies en développement, dans un environnement international caractérisé par le ralentissement de la croissance mondiale, la volatilité des marchés, le renchérissement de l'accès au financement, l'affaiblissement du multilatéralisme, l'accélération des mutations technologiques, ainsi que la fréquence accrue des chocs

2/4

climatiques, énergétiques et géopolitiques, engendrant des répercussions directes sur les équilibres budgétaires et la sécurité alimentaire. Ces facteurs renforcent l'exigence de résilience économique, de crédibilité macroéconomique, de multiplication des partenariats stratégiques et de renforcement de la souveraineté numérique.

Face à ces défis exogènes, le gouvernement, sous le leadership du Président du Conseil, a réaffirmé, dans le cadre de la nouvelle feuille de route, sa détermination à renforcer la résilience structurelle de l'économie togolaise, notamment par la diversification des sources de croissance, la consolidation de la souveraineté alimentaire et énergétique, le développement du capital humain et le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures.

Ainsi, sur la base des enseignements tirés du bilan de la Feuille de route 2020-2025, de l'analyse de la conjoncture internationale et des orientations définies par le Président du Conseil, il a été officiellement lancé le processus de formulation des programmes de la Feuille de route gouvernementale 2026-2031, articulée autour des trois (3) axes stratégiques précédemment énoncés :

- **Protéger** : préserver la sécurité, la paix et renforcer la résilience nationale face aux crises ;
- **Rassembler** : affermir le leadership républicain et la cohésion nationale à travers l'inclusion ;
- **Transformer** : rendre l'économie togolaise plus compétitive, plus inclusive, et mieux préparée aux défis du XXIème siècle.

Ce nouveau cadre stratégique devra s'appuyer sur les principes directeurs suivants :

- **une sélectivité accrue dans le choix des priorités**, en concentrant les ressources sur les actions à fort impact pour les populations ;
- **une cohérence intersectorielle**, en rompant avec la logique de silos sectoriels et en privilégiant des synergies entre ministères pour des interventions à effets transversaux ;
- **une discipline renforcée dans la planification**, le suivi et l'évaluation, fondée sur des indicateurs mesurables, vérifiables et directement perceptibles dans la vie quotidienne des populations ;
- **un ancrage dans la réalité macroéconomique**, avec une prise en compte effective des contraintes budgétaires et des dynamiques du contexte mondial.

3/4

La synthèse des orientations issues du séminaire a fait l'objet d'un partage et d'une appropriation avec les secrétaires généraux et directeurs de cabinet des ministères, acteurs techniques importants dans la coordination de la mise en œuvre sectorielle des politiques publiques, afin de garantir une traduction opérationnelle rigoureuse des orientations définies.

Ce séminaire marque l'ouverture d'une nouvelle approche dans la conduite de l'action gouvernementale, fondée sur plus de sélectivité et une meilleure cohérence des interventions, dans un esprit de consolidation des acquis, d'amélioration continue de la qualité des programmes et de garantie de résultats durables pour le bien-être des populations.

Fait à Lomé, le 08 avril 2026

Le Gouvernement

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

4/4

ÉTIQUETTE SPÉCIALE
INDÉPENDANCE

66 [★] Ans

DE FIERTÉ
UNE SEULE

PILS

600*
FCFA

BOUTEILLE

65 CL



1964

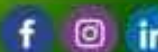
DEPUIS

BONNE FÊTE DE
L'INDÉPENDANCE

MÊME PRIX!
MÊME GOUT!



BB LOMÉ S.A.
www.bb-lome.com



M... • *Abus dangereux pour la santé. A boire avec modération. * Prix de vente détail conseillé